

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Ministre



Paris, le 13 MAI 2016

003130

ACTION *CWS*
COPY *16/05/16, AG, RA*

Monsieur le Secrétaire général,

Comme je vous l'avais indiqué dans le courrier que je vous ai adressé le 21 avril dernier, j'ai l'honneur de vous convier à participer à un débat public du Conseil de Sécurité sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix, que je présiderai le 10 juin 2016 prochain à l'occasion de la présidence française.

Alors que les civils demeurent la cible de violences inacceptables dans les conflits actuels, la France, forte de son engagement constant et opérationnel en faveur d'un maintien de la paix efficace ainsi que de la promotion universelle des droits de l'Homme et du droit international humanitaire, souhaite contribuer à la réflexion globale sur le rôle du maintien de la paix dans la protection des populations civiles dans les conflits armés.

C'est la raison pour laquelle j'ai décidé d'organiser cette réunion ministérielle du Conseil de Sécurité. Elle s'inscrit dans la dynamique de réformes amorcée l'année dernière, sous votre impulsion, sur le maintien et la consolidation de la paix, et de la réflexion globale sur l'action humanitaire menée dans le cadre du Sommet humanitaire mondial.

Cette réunion doit permettre de montrer notre détermination collective à répondre aux atteintes dont sont victimes les populations civiles dans les conflits armés, de dresser un bilan de la contribution des opérations de maintien de la paix à la protection des civils et d'identifier des pistes de progrès. Elle sera l'occasion d'évoquer les expériences de mise en œuvre des mandats des opérations de maintien de la paix, ainsi que la place des acteurs locaux, régionaux et internationaux dans la protection des civils. Ce débat permettra également d'aborder des questions plus opérationnelles, notamment la formation des contingents à la protection des populations civiles. La note de concept jointe à ce courrier détaille plus avant les thématiques qui seront abordées.

Je souhaite que ce débat ministériel, qui sera public et ouvert à tous les Etats membres, soit l'occasion de souligner la contribution essentielle des Nations Unies au maintien de la paix et de témoigner sur la protection des civils par les opérations de maintien de la paix.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma très haute considération.

Jean-Marc AYRAULT

Monsieur BAN Ki-moon
Secrétaire général
Organisation des Nations Unies
NEW YORK



Le Ministre



Paris, le 13 MAI 2016

003130

ACTION *CWT*
COPY *led 3015, Ab, RA*

Monsieur le Secrétaire général,

Comme je vous l'avais indiqué dans le courrier que je vous ai adressé le 21 avril dernier, j'ai l'honneur de vous convier à participer à un débat public du Conseil de Sécurité sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix, que je présiderai le 10 juin 2016 prochain à l'occasion de la présidence française.

Alors que les civils demeurent la cible de violences inacceptables dans les conflits actuels, la France, forte de son engagement constant et opérationnel en faveur d'un maintien de la paix efficace ainsi que de la promotion universelle des droits de l'Homme et du droit international humanitaire, souhaite contribuer à la réflexion globale sur le rôle du maintien de la paix dans la protection des populations civiles dans les conflits armés.

C'est la raison pour laquelle j'ai décidé d'organiser cette réunion ministérielle du Conseil de Sécurité. Elle s'inscrit dans la dynamique de réformes amorcée l'année dernière, sous votre impulsion, sur le maintien et la consolidation de la paix, et de la réflexion globale sur l'action humanitaire menée dans le cadre du Sommet humanitaire mondial.

Cette réunion doit permettre de montrer notre détermination collective à répondre aux atteintes dont sont victimes les populations civiles dans les conflits armés, de dresser un bilan de la contribution des opérations de maintien de la paix à la protection des civils et d'identifier des pistes de progrès. Elle sera l'occasion d'évoquer les expériences de mise en œuvre des mandats des opérations de maintien de la paix, ainsi que la place des acteurs locaux, régionaux et internationaux dans la protection des civils. Ce débat permettra également d'aborder des questions plus opérationnelles, notamment la formation des contingents à la protection des populations civiles. La note de concept jointe à ce courrier détaille plus avant les thématiques qui seront abordées.

Je souhaite que ce débat ministériel, qui sera public et ouvert à tous les Etats membres, soit l'occasion de souligner la contribution essentielle des Nations Unies au maintien de la paix et de témoigner sur la protection des civils par les opérations de maintien de la paix.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma très haute considération.

Jean-Marc AYRAULT

Monsieur BAN Ki-moon
Secrétaire général
Organisation des Nations Unies
NEW YORK



Sam/08/102
Fin 11/1003

Concept note

French presidency of the Security Council - June 2016

High-level open debate on protecting civilians in the context of peacekeeping operations

New York, 10 June 2016

The protection of civilians (POC) in armed conflict - which consists of promoting all activities that seek to ensure full compliance with international humanitarian law, international human rights law, refugee law and the existing legal frameworks in this field - is a major issue, as civilians remain the target of unacceptable violence in situations of armed conflict.

Although the protection of civilians is primarily the responsibility of States, the United Nations also has an essential part to play, through peacekeeping operations in particular. Since the late 1990s, the Security Council, the General Assembly and the Secretariat have therefore worked hard to develop institutional and operational tools to strengthen UN action in this regard, as illustrated by resolutions 1265 (1999), 1674 (2006) and 1894 (2009), the report of the Secretary-General on the protection of civilians in armed conflict, submitted in November 2010, and the recent progress made in the mandates and resources of the United Nations Peacekeeping Operations.

In light of the publication in 2015 of the Ramos-Horta and Rosenthal reports, the fifteen-year anniversary of the "Women, peace and security" agenda and the ten-year anniversary of the first resolutions on the protection of children in armed conflict, and in view of persistent abuses against civilians in armed conflict zones where peacekeeping missions are or could be deployed, 2016 must be an opportunity for Member States to evaluate UN action on the contribution of peacekeeping operations to the protection of civilians and identify ways forward to improve it.

Driven by its constant and operational commitment to effective peacekeeping and to the universal promotion of human rights and international humanitarian law, France will organize a high-level open debate on these topics during its presidency of the United Nations Security Council in June 2016. This debate will follow on from the high-level thematic debate of the General Assembly on peacekeeping on May 10 and 11, the first World Humanitarian Summit, which will be held in Istanbul on 23 and 24 May on the initiative of the UN Secretary-General, and the commemorations for the International Day of United Nations Peacekeepers on 29 May.

Although considerable progress has been made in this field over the last twenty years ("Women, peace and security" and "children and armed conflict" agendas, in particular), this debate will contribute to the movement towards reform which began last year. The aim is to invite Member States to participate, if they wish, in the general discussion on the role of peacekeeping in the protection of civilians in armed conflict.

The debate will be an opportunity for participants to discuss the following issues in particular:

1. **Effectiveness of peacekeeping operations charged with protecting civilians.** On the basis of the experience gained during peacekeeping operations with a mandate to protect civilians, what is the best approach when implementing mandates?
2. **Relations with local actors and non-governmental organizations on the one hand, and regional and international organizations on the other hand.** *How can we encourage all relevant regional and international organizations to take POC into account? At a local level, how can we support the development of capacities that contribute to POC? How can we strengthen the partnership with international and local humanitarian actors?*
3. **Approach to the protection of civilians in Security Council resolutions.** *Are mandates clear enough with regard to POC? What means do we have of tracking the implementation and achievement of targets set by the Security Council? Should mandates be reviewed regularly?*
4. **Training, capacities and responsibility of troops.** *How should POC feature in the initial training of the contingents deployed? To what extent should the operational capacities devoted to POC be adapted?*

This ministerial-level meeting will be chaired by Jean-Marc Ayrault, the French Minister of Foreign Affairs and International Development. It will take place on 10 June, at 10 am, at the Security Council, at the United Nations headquarters, and will be open to all Member States.

This meeting will be held in the presence of the main organizations and actors concerned. A civil society representative will present the challenges that remain in terms of protecting civilians and give concrete examples of protection of civilians by peacekeeping operations on the ground.

Note de concept

Présidence française du Conseil de sécurité – juin 2016

Débat public de haut niveau sur la place de la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix.

New-York, 10 juin 2016

La protection des civils (POC) dans les conflits armés – qui consiste à promouvoir toutes les activités visant à obtenir le plein respect du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et des cadres juridiques existants en la matière – constitue un enjeu majeur, alors que les civils demeurent la cible de violences inacceptables en situation de conflits armés.

Si la protection des civils relève avant tout de la responsabilité des États, les Nations Unies ont également un rôle essentiel à jouer, notamment à travers les opérations de maintien de la paix. Ainsi, depuis la fin des années 90, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Secrétariat se sont impliqués avec détermination dans la mise en place d'outils institutionnels et opérationnels visant à renforcer l'action de l'Organisation sur cette question, comme en témoignent les résolutions 1265 (1999), 1674 (2006) et 1894 (2009), le rapport du Secrétaire général sur la protection des civils dans les conflits armés de novembre 2010 et les récents progrès réalisés dans les mandats et les moyens des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

A la faveur de la publication en 2015 des rapports Ramos-Horta et Rosenthal, des quinze ans de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » et des dix ans des premières résolutions relatives à la protection des enfants dans les conflits armés, et au regard des violations persistantes contre les civils dans les zones de conflit armé où des missions de maintien de la paix sont ou pourraient être déployées, 2016 doit être l'occasion pour les États membres de dresser un bilan de l'action des Nations Unies sur la contribution des opérations de maintien de la paix à la protection des civils et d'identifier des pistes de progrès.

Forte de son engagement constant et opérationnel en faveur d'un maintien de la paix efficace et en faveur de la promotion universelle des droits de l'Homme et du droit international humanitaire, la France organisera, lors de sa présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies en juin 2016, un débat public de haut niveau sur ces sujets. Cette initiative s'inscrira notamment dans la continuité du débat thématique de haut niveau de l'Assemblée générale sur le maintien de la paix les 10 et 11 mai, du premier sommet humanitaire mondial organisé à l'initiative du SGNU à Istanbul les 23 et 24 mai et des commémorations liées à la journée internationale des Casques bleus le 29 mai.

Bien que des progrès significatifs aient été réalisés dans ce domaine au cours des vingt dernières années (agendas « femmes, paix et sécurité » et enfants dans les conflits armés notamment), ce débat s'inscrit dans le cadre de la dynamique de réformes amorcée l'année dernière. Il vise à inviter les États membres qui le souhaitent à apporter leur contribution à la

réflexion globale sur le rôle du maintien de la paix dans la protection des populations civiles dans les conflits armés.

Le débat sera notamment l'occasion pour les participants d'évoquer les principaux enjeux suivants :

1. **Performances des opérations de maintien de la paix en faveur de la protection des civils.** En s'appuyant sur l'expérience acquise dans les OMP possédant un mandat de protection des civils, quelle approche privilégier dans la mise en œuvre des mandats ?
2. **Relations avec les acteurs locaux et organisations non gouvernementales d'une part et organisations régionales et internationales d'autre part.** *Comment promouvoir la prise en compte de la POC au sein de toutes les organisations régionales et internationales pertinentes ; sur le plan local, comment soutenir le développement des capacités contribuant à la POC ? Comment renforcer le partenariat avec les acteurs humanitaires internationaux et locaux ?*
3. **Place de la protection des civils dans les résolutions du Conseil de sécurité.** *Les mandats sont-ils assez clairs sur la POC ? Quels mécanismes de suivi de la mise en œuvre et de l'atteinte des objectifs fixés par le Conseil de sécurité ? Le réexamen des mandats doit-il être systématique ?*
4. **Entraînement, capacités et responsabilité des troupes :** *Quelle place pour la POC dans la formation amont des contingents déployés ? Dans quelle mesure adapter les capacités opérationnelles consacrées à la POC ?*

Cette réunion, de niveau ministériel, sera présidée par Jean-Marc Ayrault, Ministre des affaires étrangères et du développement international de la France. Elle se déroulera le 10 juin à 10h au Conseil de sécurité, au siège des Nations Unies, et sera ouverte à l'ensemble des Etats-membres.

Cette réunion se tiendra en présence des principales organisations et acteurs concernés. Une personnalité de la société civile présentera les défis qui demeurent en matière de protection des civils et pourra témoigner avec des exemples concrets de la mise en œuvre sur le terrain de la protection des civils par les OMP./.



MISSION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRÈS DES NATIONS UNIES

L'Ambassadeur, Représentant Permanent

FG

N° 2016- 358934

New York, le 13 mai 2016

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre de M. Jean-Marc Ayrault, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international de la République française, vous conviant à participer au débat public du Conseil de sécurité sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix qu'il présidera le 10 juin 2016, à l'occasion de la présidence française.

Je vous prie, Monsieur le Secrétaire général, d'agréer l'assurance de ma haute considération.

François Delattre

S.E. M. BAN Ki-Moon
Secrétaire Général des Nations Unies
United Nations Secretariat Building S-3800

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Central
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DITION *Chaz*

OPY *DSG/CEC*

Peltan/Kadan
05/04

Le Ministre



Paris, le 3 MAI 2016

003130

Monsieur le Secrétaire général,

Comme je vous l'avais indiqué dans le courrier que je vous ai adressé le 21 avril dernier, j'ai l'honneur de vous convier à participer à un débat public du Conseil de Sécurité sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix, que je présiderai le 10 juin 2016 prochain à l'occasion de la présidence française.

Alors que les civils demeurent la cible de violences inacceptables dans les conflits actuels, la France, forte de son engagement constant et opérationnel en faveur d'un maintien de la paix efficace ainsi que de la promotion universelle des droits de l'Homme et du droit international humanitaire, souhaite contribuer à la réflexion globale sur le rôle du maintien de la paix dans la protection des populations civiles dans les conflits armés.

C'est la raison pour laquelle j'ai décidé d'organiser cette réunion ministérielle du Conseil de Sécurité. Elle s'inscrit dans la dynamique de réformes amorcée l'année dernière, sous votre impulsion, sur le maintien et la consolidation de la paix, et de la réflexion globale sur l'action humanitaire menée dans le cadre du Sommet humanitaire mondial.

Cette réunion doit permettre de montrer notre détermination collective à répondre aux atteintes dont sont victimes les populations civiles dans les conflits armés, de dresser un bilan de la contribution des opérations de maintien de la paix à la protection des civils et d'identifier des pistes de progrès. Elle sera l'occasion d'évoquer les expériences de mise en œuvre des mandats des opérations de maintien de la paix, ainsi que la place des acteurs locaux, régionaux et internationaux dans la protection des civils. Ce débat permettra également d'aborder des questions plus opérationnelles, notamment la formation des contingents à la protection des populations civiles. La note de concept jointe à ce courrier détaille plus avant les thématiques qui seront abordées.

Je souhaite que ce débat ministériel, qui sera public et ouvert à tous les Etats membres, soit l'occasion de souligner la contribution essentielle des Nations Unies au maintien de la paix et de témoigner sur la protection des civils par les opérations de maintien de la paix.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expressoin de ma très haute considération.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "J. Ayrault".

Jean-Marc AYRAULT

Monsieur BAN Ki-moon
Secrétaire général
Organisation des Nations Unies
NEW YORK



Note de concept

Présidence française du Conseil de sécurité – juin 2016

Débat public de haut niveau sur la place de la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix.

New-York, 10 juin 2016

La protection des civils (POC) dans les conflits armés – qui consiste à promouvoir toutes les activités visant à obtenir le plein respect du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et des cadres juridiques existants en la matière – constitue un enjeu majeur, alors que les civils demeurent la cible de violences inacceptables en situation de conflits armés.

Si la protection des civils relève avant tout de la responsabilité des Etats, les Nations Unies ont également un rôle essentiel à jouer, notamment à travers les opérations de maintien de la paix. Ainsi, depuis la fin des années 90, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Secrétariat se sont impliqués avec détermination dans la mise en place d'outils institutionnels et opérationnels visant à renforcer l'action de l'Organisation sur cette question, comme en témoignent les résolutions 1265 (1999), 1674 (2006) et 1894 (2009), le rapport du Secrétaire général sur la protection des civils dans les conflits armés de novembre 2010 et les récents progrès réalisés dans les mandats et les moyens des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

A la faveur de la publication en 2015 des rapports Ramos-Horta et Rosenthal, des quinze ans de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » et des dix ans des premières résolutions relatives à la protection des enfants dans les conflits armés, et au regard des violations persistantes contre les civils dans les zones de conflit armé où des missions de maintien de la paix sont ou pourraient être déployées, 2016 doit être l'occasion pour les Etats membres de dresser un bilan de l'action des Nations Unies sur la contribution des opérations de maintien de la paix à la protection des civils et d'identifier des pistes de progrès.

Forte de son engagement constant et opérationnel en faveur d'un maintien de la paix efficace et en faveur de la promotion universelle des droits de l'Homme et du droit international humanitaire, la France organisera, lors de sa présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies en juin 2016, un débat public de haut niveau sur ces sujets. Cette initiative s'inscrira notamment dans la continuité du débat thématique de haut niveau de l'Assemblée générale sur le maintien de la paix les 10 et 11 mai, du premier sommet humanitaire mondial organisé à l'initiative du SGNU à Istanbul les 23 et 24 mai et des commémorations liées à la journée internationale des Casques bleus le 29 mai.

Bien que des progrès significatifs aient été réalisés dans ce domaine au cours des vingt dernières années (agendas « femmes, paix et sécurité » et enfants dans les conflits armés notamment), ce débat s'inscrit dans le cadre de la dynamique de réformes amorcée l'année dernière. Il vise à inviter les Etats membres qui le souhaitent à apporter leur contribution à la

réflexion globale sur le rôle du maintien de la paix dans la protection des populations civiles dans les conflits armés.

Le débat sera notamment l'occasion pour les participants d'évoquer les principaux enjeux suivants :

1. **Performances des opérations de maintien de la paix en faveur de la protection des civils.** En s'appuyant sur l'expérience acquise dans les OMP possédant un mandat de protection des civils, quelle approche privilégier dans la mise en œuvre des mandats ?
2. **Relations avec les acteurs locaux et organisations non gouvernementales d'une part et organisations régionales et internationales d'autre part.** *Comment promouvoir la prise en compte de la POC au sein de toutes les organisations régionales et internationales pertinentes ; sur le plan local, comment soutenir le développement des capacités contribuant à la POC ? Comment renforcer le partenariat avec les acteurs humanitaires internationaux et locaux ?*
3. **Place de la protection des civils dans les résolutions du Conseil de sécurité.** *Les mandats sont-ils assez clairs sur la POC ? Quels mécanismes de suivi de la mise en œuvre et de l'atteinte des objectifs fixés par le Conseil de sécurité ? Le réexamen des mandats doit-il être systématique ?*
4. **Entraînement, capacités et responsabilité des troupes :** *Quelle place pour la POC dans la formation amont des contingents déployés ? Dans quelle mesure adapter les capacités opérationnelles consacrées à la POC ?*

Cette réunion, de niveau ministériel, sera présidée par Jean-Marc Ayrault, Ministre des affaires étrangères et du développement international de la France. Elle se déroulera le 10 juin à 10h au Conseil de sécurité, au siège des Nations Unies, et sera ouverte à l'ensemble des Etats-membres.

Cette réunion se tiendra en présence des principales organisations et acteurs concernés. Une personnalité de la société civile présentera les défis qui demeurent en matière de protection des civils et pourra témoigner avec des exemples concrets de la mise en œuvre sur le terrain de la protection des civils par les OMP./.

Concept note

French presidency of the Security Council - June 2016

High-level open debate on protecting civilians in the context of peacekeeping operations

New York, 10 June 2016

The protection of civilians (POC) in armed conflict - which consists of promoting all activities that seek to ensure full compliance with international humanitarian law, international human rights law, refugee law and the existing legal frameworks in this field - is a major issue, as civilians remain the target of unacceptable violence in situations of armed conflict.

Although the protection of civilians is primarily the responsibility of States, the United Nations also has an essential part to play, through peacekeeping operations in particular. Since the late 1990s, the Security Council, the General Assembly and the Secretariat have therefore worked hard to develop institutional and operational tools to strengthen UN action in this regard, as illustrated by resolutions 1265 (1999), 1674 (2006) and 1894 (2009), the report of the Secretary-General on the protection of civilians in armed conflict, submitted in November 2010, and the recent progress made in the mandates and resources of the United Nations Peacekeeping Operations.

In light of the publication in 2015 of the Ramos-Horta and Rosenthal reports, the fifteen-year anniversary of the "Women, peace and security" agenda and the ten-year anniversary of the first resolutions on the protection of children in armed conflict, and in view of persistent abuses against civilians in armed conflict zones where peacekeeping missions are or could be deployed, 2016 must be an opportunity for Member States to evaluate UN action on the contribution of peacekeeping operations to the protection of civilians and identify ways forward to improve it.

Driven by its constant and operational commitment to effective peacekeeping and to the universal promotion of human rights and international humanitarian law, France will organize a high-level open debate on these topics during its presidency of the United Nations Security Council in June 2016. This debate will follow on from the high-level thematic debate of the General Assembly on peacekeeping on May 10 and 11, the first World Humanitarian Summit, which will be held in Istanbul on 23 and 24 May on the initiative of the UN Secretary-General, and the commemorations for the International Day of United Nations Peacekeepers on 29 May.

Although considerable progress has been made in this field over the last twenty years ("Women, peace and security" and "children and armed conflict" agendas, in particular), this debate will contribute to the movement towards reform which began last year. The aim is to invite Member States to participate, if they wish, in the general discussion on the role of peacekeeping in the protection of civilians in armed conflict.

The debate will be an opportunity for participants to discuss the following issues in particular:

1. **Effectiveness of peacekeeping operations charged with protecting civilians.** On the basis of the experience gained during peacekeeping operations with a mandate to protect civilians, what is the best approach when implementing mandates?
2. **Relations with local actors and non-governmental organizations on the one hand, and regional and international organizations on the other hand.** *How can we encourage all relevant regional and international organizations to take POC into account? At a local level, how can we support the development of capacities that contribute to POC? How can we strengthen the partnership with international and local humanitarian actors?*
3. **Approach to the protection of civilians in Security Council resolutions.** *Are mandates clear enough with regard to POC? What means do we have of tracking the implementation and achievement of targets set by the Security Council? Should mandates be reviewed regularly?*
4. **Training, capacities and responsibility of troops.** *How should POC feature in the initial training of the contingents deployed? To what extent should the operational capacities devoted to POC be adapted?*

This ministerial-level meeting will be chaired by Jean-Marc Ayrault, the French Minister of Foreign Affairs and International Development. It will take place on 10 June, at 10 am, at the Security Council, at the United Nations headquarters, and will be open to all Member States.

This meeting will be held in the presence of the main organizations and actors concerned. A civil society representative will present the challenges that remain in terms of protecting civilians and give concrete examples of protection of civilians by peacekeeping operations on the ground.